

## "Une faute grave" : la réaction des évêques de France

Article rédigé par *Document*, le 09 septembre 2005

Choquées par le sujet proposé à l'épreuve SVT du Bac 2005, la Fondation de service politique et la Fondation Jérôme-Lejeune ont alerté les évêques de France. Mgr Jean-Pierre Ricard, président de la Conférence des évêques nous a fait part de sa réaction, et de son intervention auprès du ministre de l'Éducation nationale, Gilles de Robien.

Voici le texte de la lettre de Mgr Ricard, et copie de celle, particulièrement motivée, du cardinal Jean Honoré au ministre de l'Éducation nationale à qui il a demandé des sanctions (Mgr Honoré est l'un des rédacteurs du Catéchisme de l'Église catholique, et préfacer de son Abrégé qui vient de paraître) :

LETTRE DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DES EVEQUES [8 juillet]

À Monsieur Philippe de Saint-Germain,

délégué général de l'association pour la Fondation de service politique

"Monsieur le délégué général,

J'ai bien reçu votre lettre du 30 juin dernier et vous en remercie.

J'ai moi-même été profondément choqué par ce sujet du Bac proposé aux élèves de Première "L" en "sciences de la vie et de la Terre." Il y a là manifestement une faute grave de déontologie éducative et une atteinte sérieuse au respect de la liberté de conscience des élèves.

Je vous signale que je viens d'écrire à Monsieur Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, pour lui faire part de ma réprobation qui est aussi celle de bien d'autres évêques de la Conférence des évêques de France. J'ai encouragé bon nombre de parents et d'associations de parents d'écrire au ministre pour lui faire part de leur propre sentiment.

Je vous prie de croire, Monsieur le délégué général, à l'assurance de mes sentiments respectueux.

+Jean-Pierre Ricard,

archevêque de Bordeaux,

président de la Conférence des évêques de France"

LETTRE DU CARDINAL JEAN HONORE [7 juillet]

A Monsieur Gilles de Robien,

ministre de l'Éducation nationale

"Monsieur le ministre,

En cette année où se célèbre, dans un mutuel consensus, le centenaire de la séparation de l'Église et de l'État,

il m'est pénible de vous adresser cette lettre à la suite d'une faute de vos services qui offense gravement la laïcité dont l'État se doit de respecter le principe et les applications concrètes.

Il ne vous a pas échappé que le choix d'un sujet à traiter dans l'épreuve du baccalauréat en sciences de la vie et de la Terre témoigne, en soi et en son libellé, d'une partialité idéologique sur le plan de la sexualité qui travestit gravement la neutralité dont l'enseignement public se veut garant.

Je ne puis, pour ma part, qu'être solidaire de la déploration exprimée non seulement par les élèves et leurs familles, mais aussi par ceux dont la conscience religieuse et simplement morale a été blessée. Leur dénonciation, au nom même de la laïcité de l'État, n'est que trop légitime.

Puis-je ajouter mon commentaire personnel:

- ou bien, la question présentée dans l'examen en cause, en elle-même et dans son expression, est à mettre au compte du choix délibéré du responsable du service, et ce délit mérite sanction,

- ou bien ce responsable n'a pas eu conscience de son choix ni mesuré sa gravité et ses conséquences, et une telle conduite est encore plus blâmable, puis qu'elle donne à penser que l'on ignore jusqu'à l'enjeu moral et la dimension proprement humaine des pratiques de sexualité.

Avec mes regrets pour une telle dérive et mes souhaits d'une mise au point, je vous prie, Monsieur le ministre, d'agréer ma considération

+ Jean Cardinal Honoré,

archevêque émérite de Tours"

Evêques ou prélats ayant réagi favorablement à notre requête :

Mgr Yves PATENOTRE, archevêque de Sens-Auxerre, Mgr Jean-Luc BOUILLERET, évêque d'Amiens, Mgr Jean-Louis BRUGUES, évêque d'Angers, Mgr Stanislas LALANNE, secrétaire général de la Conférence des évêques de France.

Évêques ayant écrit au ministre :

M. le cardinal Philippe BARBARIN, archevêque de Lyon, Mgr Jean-Pierre RICARD, archevêque de Bordeaux, président de la conférence des évêques de France, Mgr Joseph BOISHU, évêque auxiliaire de Reims, M. le cardinal Jean HONORE, archevêque émérite de Tours.

> Sur ce sujet :

> La Note bleue argumentaire adressée aux évêques de France

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>